

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203312]

13 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en ce qui concerne l'octroi de subventions pour la réalisation d'une opération de maintenance, d'études préalables et de travaux de restauration sur monuments classés

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, les articles 187, 10^o, 212, § 3, 213 alinéa 3, 214, 215 et 216, tels que remplacés par le décret du 1^{er} avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 relatif au subventionnement des travaux de conservation des monuments classés;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne donné le 7 mai 2013;

Vu l'avis 54.025/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 octobre 2013, en l'application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles donné le 28 mars 2013;

Sur la proposition du Ministre du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Titre III, du Livre V du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, est inséré un chapitre III/2, comportant les articles 514 à 514/21 :

« CHAPITRE III/2. — *Des subventions pour la réalisation d'une opération de maintenance, d'études préalables et de travaux de restauration sur monuments classés*

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 514. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1^o maître de l'ouvrage : le propriétaire du monument classé ou la personne qui a son accord écrit pour assurer la maîtrise de l'ouvrage;

2^o administration : le Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie.

Section 2. — Règles générales

Art. 514/1. Pour les monuments classés et, le cas échéant, pour les monuments en cours de classement ou inscrits sur la liste de sauvegarde, le ministre accorde, dans la limite des crédits budgétaires, des subventions, si le maître de l'ouvrage s'engage à assumer la part du coût de l'opération de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration qui lui incombent.

Le maître de l'ouvrage joint à son dossier de demande de subvention l'engagement qu'il prend en charge le solde non couvert par la subvention.

Le maître de l'ouvrage ne peut pas entreprendre l'opération de maintenance, les études préalables et les travaux de restauration avant la notification de l'arrêté d'octroi de subvention sous peine de perdre définitivement le bénéfice de la subvention.

La subvention est calculée sur base du montant éligible de l'opération de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, majoré de la part non récupérable de la T.V.A.

Le maître de l'ouvrage est tenu d'assurer le monument pour couvrir les dégâts qu'il peut subir du fait de risques tels que l'incendie, la foudre, l'explosion, l'intempérie et la destruction volontaire, dès le jour du dépôt de la demande de subvention jusqu'à l'entame des opérations de maintenance ou des travaux de restauration.

Section 3. — Opérations de maintenance

Art. 514/2. Pour les monuments classés, en cours de classement et inscrits sur la liste de sauvegarde, le taux de subvention est de 80 pour cent du coût des opérations.

Le montant maximum du coût des opérations de maintenance est de 22.000 euros hors T.V.A.

Pour les monuments classés, en cours de classement et inscrits sur la liste de sauvegarde, le taux de subvention est de 100 pour cent, avec un plafond de 10.000 euros T.V.A.C., lorsqu'il s'agit de prendre en compte le coût des matériaux, transport et moyens d'exécution compris, qui se rapportent à des opérations de maintenance réalisées par le maître de l'ouvrage ou des bénévoles agissant avec son accord écrit ou les services techniques d'un pouvoir public propriétaire.

Art. 514/3. Sont désignés comme membres effectifs du comité de la maintenance du patrimoine, au sens de l'article 214 :

1^o le représentant du ministre;

2^o deux membres de la Commission;

3^o le directeur général de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie ou son représentant;

4^o le fonctionnaire délégué ou son représentant;

5^o le directeur de la Direction de la Restauration du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie ou son représentant.

Assiste sans voix délibérative aux réunions du comité de la maintenance du patrimoine un représentant de l'Institut du Patrimoine wallon lorsque la réunion concerne un bien inscrit sur une des listes mentionnées à l'article 218.

Art. 514/4. Sans préjudice à l'article 514/1, le dossier de demande de subvention comporte :

1^o une demande rédigée sur base du formulaire arrêté par le Ministre du Patrimoine, publié au *Moniteur belge* et disponible sur le portail Internet du Service public de Wallonie;

2^o un descriptif détaillé des opérations de maintenance;

3^o un reportage photographique permettant de repérer le monument dans son contexte et d'identifier clairement les dégradations justifiant la demande;

4° un document établissant que le maître de l'ouvrage est propriétaire du monument ou qu'il a son accord écrit pour assurer la maîtrise de l'ouvrage;

5° au minimum trois demandes d'offre de prix adressées à des entreprises différentes, sauf lorsque la spécificité technique de l'opération de maintenance ne permet pas de contacter autant d'entreprises;

6° les offres obtenues des entreprises contactées et le choix du maître de l'ouvrage;

7° par dérogation au 5° et au 6°, lorsque le taux de subvention est celui prévu à l'article 514/2, alinéa 3, une offre de fourniture de matériaux, transport et moyens d'exécution compris;

8° le cas échéant, une déclaration de l'administration de la T.V.A relative à l'assujettissement du demandeur de subvention et à la possibilité de récupérer la T.V.A.;

9° une copie de la police d'assurance souscrite par le maître de l'ouvrage pour couvrir les dégâts que le monument peut subir du fait de risques, tels que l'incendie, la foudre, l'explosion, l'intempérie et la destruction volontaire.

L'administration réclame, le cas échéant, au maître de l'ouvrage les documents manquants.

Lorsque le demandeur a fourni les documents requis, l'administration accuse réception de la demande dans un délai de dix jours à dater de leur réception.

La demande est soumise au Comité de maintenance qui dispose d'un délai de trente jours pour rendre son avis.

L'arrêté d'octroi de subvention est notifié au maître de l'ouvrage. Cette notification contient expressément la mise en demeure d'entamer les opérations de maintenance au sens de l'article 211, alinéa 2. Il est envoyé pour information à la commune et à la Commission.

Le maître de l'ouvrage informe l'administration et la commune de la date de début de réalisation de l'opération de maintenance au moins dix jours avant l'entame de cette opération.

En cas de force majeure, si les opérations de maintenance ne peuvent pas être entamées dans le délai visé à l'article 211, alinéa 2, 2°, le maître de l'ouvrage peut, avant l'expiration du délai, en informer l'administration et solliciter la prolongation du délai de soixante jours maximum. L'administration notifie sa décision dans les dix jours de la réception de la demande.

Art. 514/5. Une première tranche correspondant à 50 pour cent du montant total de la subvention est liquidée dès la notification au maître de l'ouvrage de l'arrêté d'octroi de subvention.

Lorsque les opérations de maintenance ont été réalisées, le maître de l'ouvrage invite l'administration à procéder à leur vérification et lui transmet les factures, les preuves de paiement ainsi qu'une déclaration de créance, le tout en deux exemplaires.

Si la conformité des opérations de maintenance appelle des réserves ou si ces opérations ne sont pas conformes, l'administration en informe le maître de l'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage dispose d'un délai fixé par l'administration, qui ne peut pas être inférieur à 180 jours, pour procéder à la régularisation des opérations, qui est contrôlée par l'administration.

La seconde tranche de la subvention est liquidée dès l'accord de l'administration sur la conformité des opérations de maintenance.

Les tranches sont liquidées au maître de l'ouvrage.

Section 4. — Etudes préalables

Art. 514/6. Pour les monuments classés, le taux de subvention est de 80 pour cent du coût des études préalables éventuelles et, le cas échéant, des investigations, en ce compris des travaux de nettoyage ou de dégagement rendus indispensables pour réaliser ces études.

Pour toutes les études préalables et les investigations visées à l'alinéa précédent, la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses modifications, est d'application aux personnes de droit privé.

Art. 514/7. Sans préjudice à l'article 514/1, le dossier de demande de subvention comporte :

1° une demande rédigée sur base du formulaire arrêté par le Ministre du Patrimoine et publié au *Moniteur belge*, disponible sur le portail Internet du Service public de Wallonie;

2° une copie du procès-verbal approuvé de la réunion du comité d'accompagnement qui détermine la nature et les conditions de mise en œuvre de l'étude préalable;

3° un descriptif détaillé de l'étude préalable;

4° un reportage photographique permettant de repérer le monument dans son contexte et de cerner l'objet de l'étude préalable;

5° les pièces requises par la procédure qui s'applique selon la loi sur les marchés publics;

6° les offres obtenues des prestataires de services et le choix du maître de l'ouvrage;

7° un document établissant que le maître de l'ouvrage est propriétaire du monument ou qu'il a son accord écrit pour assurer la maîtrise de l'ouvrage;

8° le cas échéant, une déclaration de l'administration de la T.V.A. relative à l'assujettissement du demandeur de subvention et à la possibilité de récupérer la T.V.A.;

9° une copie de la police d'assurance souscrite par le maître de l'ouvrage pour couvrir les dégâts que le monument peut subir du fait de risque, tel que l'incendie, la foudre, l'explosion, l'intempérie et la destruction volontaire.

L'administration réclame, le cas échéant, au maître de l'ouvrage les documents manquants.

Lorsque le demandeur a fourni les documents requis, l'administration accuse réception de la demande dans un délai de dix jours à dater de leur réception.

L'arrêté d'octroi de subvention est notifié au maître de l'ouvrage.

Après réception de la notification de l'arrêté d'octroi de subvention, le maître de l'ouvrage informe les membres du comité d'accompagnement de la date de début de réalisation de l'étude préalable au moins dix jours avant l'entame de l'opération.

Art. 514/8. Une première tranche correspondant à 50 pour cent du montant total de la subvention est liquidée dès réception par l'administration de la copie de la notification du marché par le maître de l'ouvrage à l'adjudicataire chargé de réaliser les études préalables.

Le solde est liquidé dès l'approbation des études préalables par l'administration et la réception par l'administration de l'étude elle-même et, en deux exemplaires, de la copie des factures, des preuves de paiement et d'une déclaration de créance.

Les tranches sont liquidées au maître de l'ouvrage.

Section 5. — Travaux de restauration

Art. 514/9. La première fiche d'état sanitaire d'un monument classé au sens de l'article 212, paragraphe 1^{er}, est élaborée par et aux frais de l'administration, conformément au modèle arrêté par le Gouvernement. Dès son approbation par le ministre ou son délégué, elle est notifiée par l'administration au propriétaire.

Art. 514/10. Pour les monuments classés, à l'exception de ceux relevant de l'article 208, le taux de subvention s'élève à 40 pour cent maximum du coût des travaux de restauration au sens de l'article 514/13.

Pour les monuments classés qui figurent sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne au sens de l'article 196, alinéas 2 et 3, le taux de subvention s'élève à 55 pour cent maximum.

Si le propriétaire remplit ses obligations conformément à la fiche d'état sanitaire, approuvée par le ministre ou son délégué, au sens de l'article 212, paragraphe 1^{er}, les taux initiaux prévus aux alinéas 1^{er} et 2 sont majorés de 10 pour cent du coût des travaux éligibles. En cas de première fiche d'état sanitaire non encore notifiée par l'administration, le taux initial est automatiquement majoré de 10 pour cent du coût des travaux éligibles.

Les taux de 40 pour cent et de 55 pour cent sont majorés de 5 pour cent du coût des travaux éligibles, si la fonction principale du monument classé est publique ou si le maître de l'ouvrage garantit ou améliore l'ouverture de son bien au public, conformément à une convention conclue avec le ministre, sur proposition de l'administration.

Les taux de 40 pour cent et de 55 pour cent sont majorés de 10 pour cent maximum du coût des travaux éligibles si le monument classé répond à une mission d'intérêt général qui contribue au développement de sa région, par une activité culturelle, touristique ou éducative. L'activité est habituelle et s'inscrit dans le cadre d'un programme quinquennal qui détermine les activités culturelles, touristiques ou éducatives envisagées et qui reçoit l'approbation du ministre du Patrimoine sur avis de l'administration.

Aux mêmes conditions que celles énoncées à l'alinéa 5, si les propriétaires des biens visés sont des communes ou des provinces, les taux maximum de 40 pour cent et de 55 pour cent peuvent être majorés de 15 pour cent des travaux éligibles.

Les majorations prévues aux alinéas 3, 4 et 5 ou 6 sont cumulables.

Art. 514/11. L'accord-cadre au sens de l'article 216 contient les éléments suivants :

- 1° l'identité de chacune des parties;
- 2° la nature, l'importance et le coût des travaux de restauration au sens de l'article 514/13;
- 3° la durée estimée de réalisation des travaux de restauration;
- 4° l'intervention globale et annuelle de chacune des parties dans le coût des travaux de restauration;
- 5° le calendrier de réalisation des travaux de restauration.

Art. 514/12. Les taux minimum des interventions communale et provinciale ne peuvent pas être inférieurs à 1 pour cent et 4 pour cent du coût des travaux éligibles.

La demande de subvention porte tant sur la subvention régionale que sur la subvention communale et la subvention provinciale. Le maître de l'ouvrage a la faculté de solliciter la commune et la province où le bien se situe afin d'obtenir un taux supérieur. Dans ce cas, il en informe l'administration lors de l'introduction de sa demande de subvention en transmettant copie des délibérations des collèges des instances concernées.

L'arrêté d'octroi de la subvention régionale rappelle le pourcentage d'intervention de la commune et celui de la province ou comporte en annexe l'arrêté individuel d'octroi de subvention provinciale et celui de subvention communale.

La liquidation de la subvention communale et de la subvention provinciale s'effectue par la commune et par la province au maître de l'ouvrage à l'achèvement des travaux, sur base du décompte final approuvé par l'administration.

Art. 514/13. Les travaux qui peuvent faire l'objet d'une subvention sont :

- 1° les travaux d'entretien autres que ceux qui relèvent de la maintenance, notamment les travaux dont le montant total dépasse 22.000 euros H.T.V.A.;
- 2° la protection contre les intempéries, l'incendie, les mouvements d'eau souterrains ou tout autre accident naturel;
- 3° la protection provisoire ou d'urgence avant l'exécution des travaux définitifs;
- 4° la protection contre le vandalisme ou le vol des éléments qui ont justifié les mesures de protection;
- 5° les traitements destinés à préserver, à conserver, à stabiliser, à réparer, à consolider, ou à restaurer tout ou partie du monument;
- 6° le remplacement d'éléments originaux du monument qui ne peuvent pas être consolidés ou stabilisés;
- 7° le dégagement et la mise en valeur d'éléments archéologiques qui renforcent les caractéristiques qui ont justifié les mesures de protection;
- 8° la suppression d'ajouts qui altèrent les caractéristiques qui ont justifié la protection;
- 9° le surcroît de précautions nécessaires à l'exécution de travaux de restauration;
- 10° le gros œuvre propre à donner une affectation nouvelle au monument;
- 11° la prise en compte des conditions climatiques particulières nécessaires à la conservation d'éléments de valeur du monument;
- 12° les mesures d'amélioration de la performance énergétique à la condition qu'elles soient compatibles avec les intérêts qui ont justifié la protection du monument.

Sont assimilés aux travaux énumérés à l'alinéa 1^{er}, les frais généraux qui comprennent entre autres les frais et honoraires de l'architecte. Les frais généraux sont forfaitairement calculés au taux de 7 pour cent du montant des travaux éligibles visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 514/14. Par dérogation à l'article 514/1, alinéa 2, les actes et travaux conservatoires d'urgence peuvent être réalisés dès la notification de la décision au sens de l'article 513/2, alinéa 4. Dès l'entame des actes et travaux conservatoires d'urgence, le maître de l'ouvrage en informe l'administration et le ministre.

Art. 514/15. Pour tous les travaux de restauration au sens de l'article 514/13, la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses modifications, est d'application aux personnes de droit privé.

En ce qui concerne les personnes de droit privé, l'ouverture des offres a lieu au siège et en présence de l'administration. L'ouverture des offres fait l'objet d'un procès-verbal dressé par le maître de l'ouvrage.

Art. 514/16. Dans les deux-cent septante-deux jours à dater de la notification du permis au sens des articles 84, 88 ou 89 ou de l'achèvement de la procédure de déclaration préalable au sens de l'article 84, paragraphe 1^{er}, 14^o, la demande de subvention est introduite par le maître de l'ouvrage à l'issue de la procédure de marché.

Sans préjudice à l'article 514/1, le dossier de demande de subvention comporte :

1^o en un exemplaire :

a) une demande rédigée sur base du formulaire arrêté par le Ministre du Patrimoine, publié au *Moniteur belge* et disponible sur le portail internet du Service public de Wallonie;

b) une copie du permis ou une copie des pièces établissant l'achèvement de la procédure de déclaration préalable, dont le descriptif des travaux;

c) l'engagement écrit du maître de l'ouvrage qu'il prend en charge le solde du coût des travaux de restauration non couvert par la subvention, daté et signé;

d) une copie de la police d'assurance souscrite par le maître de l'ouvrage pour couvrir les dégâts que le monument classé peut subir du fait de risques, tels que l'incendie, la foudre, l'explosion, l'intempérie et la destruction volontaire;

e) le cas échéant, le plan de sécurité et de santé;

f) les offres non retenues;

g) une copie du cahier spécial des charges;

2^o en quatre exemplaires :

a) une copie de l'offre retenue;

b) le cas échéant, une copie de l'avis de marché;

c) le cas échéant, une copie du procès-verbal d'ouverture des offres;

d) si procédure négociée, une copie de la preuve de la consultation de trois entreprises minimum;

e) le rapport d'analyse des offres par l'architecte auteur de projet, daté et signé;

f) l'accord du maître d'ouvrage sur le choix de l'entreprise adjudicataire, daté et signé.

L'administration réclame, le cas échéant, au maître de l'ouvrage les documents manquants.

Lorsque le demandeur a fourni les documents requis, l'administration accuse réception de la demande dans un délai de dix jours à dater de leur réception.

Art. 514/17. La proposition d'arrêté de subvention, le cas échéant accompagnée de l'autorisation d'entreprendre des actes et travaux conservatoires d'urgence visée à l'article 514/14, est soumise au ministre par l'administration dès la réception de l'avis favorable de l'Inspection des Finances.

L'arrêté d'octroi de subvention est notifié par l'administration au maître de l'ouvrage. Cette notification contient expressément la mise en demeure d'entamer la réalisation des travaux de restauration au sens de l'article 211, alinéa 2. Lorsque le maître de l'ouvrage n'a pas respecté l'article 211, alinéa 2, 4^o, le solde de la subvention n'est pas liquidé et l'administration procède à la récupération de la première tranche de la subvention.

Une copie de l'arrêté d'octroi de subvention est envoyée pour information à la commune, à la province et à la Commission ainsi qu'à l'Institut du Patrimoine wallon s'il s'agit d'un bien inscrit sur une liste mentionnée à l'article 218 du CWATUPE.

Art. 514/18. Le maître de l'ouvrage informe l'administration, la commune et la province de la date de début des travaux de restauration au moins vingt jours à l'avance. L'administration informe la Commission.

Le maître de l'ouvrage informe l'administration du planning des travaux et de toutes modifications y apportées.

Le maître de l'ouvrage invite l'administration à participer aux réunions de chantier et lui communique les procès-verbaux des réunions. L'administration invite la Commission aux réunions de chantier.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le maître de l'ouvrage transmet à l'administration les avenants éventuels aux travaux conclus avec l'entreprise chargée du marché ainsi que les états d'avancement.

Art. 514/19. Une première tranche correspondant à 20 pour cent du montant total de la subvention est liquidée sur base de la copie de la notification de la décision d'attribution du marché à l'adjudicataire par le maître de l'ouvrage, qu'il transmet à l'administration.

Une deuxième tranche correspondant à 50 pour cent du montant total de la subvention est liquidée dès la réception par l'administration des preuves de paiement par le maître de l'ouvrage de plus de 50 pour cent du coût total des travaux éligibles. Le maître de l'ouvrage joint à sa demande, en deux exemplaires, les preuves de paiement, les factures correspondantes et les états d'avancement, ainsi qu'une déclaration de créance.

Lorsque les travaux de restauration ont été réalisés, ils font l'objet d'une réception provisoire, à laquelle le maître de l'ouvrage invite l'administration qui procède à la vérification des travaux. A la suite de la réception provisoire, le maître de l'ouvrage transmet à l'administration, les preuves de paiement, les factures correspondantes ainsi qu'une déclaration de créance, en deux exemplaires.

Si la conformité des travaux de restauration appelle des réserves ou si ces travaux ne sont pas conformes, l'administration en informe le maître de l'ouvrage. A dater de la réception de cette information, le maître de l'ouvrage dispose d'un délai fixé par l'administration, qui ne peut être inférieur à 180 jours, pour déposer une demande de permis d'urbanisme de régularisation ou pour procéder à la régularisation des travaux. La régularisation des travaux est contrôlée par l'administration.

L'administration peut à tout moment exercer un contrôle sur la validité des états d'avancement, des factures et des techniques de restauration mises en œuvre par les entreprises.

Le solde est liquidé après la réception provisoire.

Les tranches sont liquidées au maître de l'ouvrage.

Art. 514/20. Le maître de l'ouvrage signale tout sinistre à l'administration et consacre l'indemnité de l'assurance à la restauration du monument classé. Si l'indemnité de l'assurance ne couvre pas la totalité du coût des travaux de restauration, il peut solliciter une subvention qui est calculée sur la partie non couverte par l'indemnité.

Art. 514/21. A la fin de la réalisation des travaux de restauration, le maître de l'ouvrage peut solliciter l'octroi d'une subvention exceptionnelle lorsque le chantier a donné lieu à des coûts supplémentaires non prévisibles lors de la demande de subvention et indispensables à la poursuite des travaux ou au maintien des intérêts qui ont justifié la décision de protéger le monument.

Sans préjudice à l'article 514/1, le dossier de demande de subvention exceptionnelle comporte en un exemplaire :

- 1° une demande rédigée sur base du formulaire arrêté par le Ministre du Patrimoine, publié au *Moniteur belge*, et disponible sur le portail internet du Service public de Wallonie;
- 2° la description précise des travaux objet de l'avenant;
- 3° une copie des factures de l'entreprise adjudicataire;
- 4° les documents de transmission des avenants et des états d'avancement au sens de l'article 514/18, alinéa 4;
- 5° un rapport de l'auteur de projet sur l'imprévisibilité et le caractère indispensable des travaux qui génèrent l'augmentation des coûts.

Sont d'application les articles 514/13 et 514/20.

La hauteur des coûts supplémentaires prise en considération est limitée à 25 pour cent du coût des travaux éligibles lors du marché initial.

Le taux de subvention exceptionnelle sur le montant des travaux supplémentaires est d'un maximum de 40 pour cent du coût supplémentaire des travaux éligibles au sens de l'article 514/13 et de l'alinéa 4, sans être supérieur au taux de la subvention de base.

La proposition d'arrêté de subvention exceptionnelle est soumise au ministre par l'administration dès réception de l'avis favorable de l'Inspection des Finances.

L'arrêté d'octroi de subvention exceptionnelle est notifié au maître de l'ouvrage par l'administration.

L'arrêté d'octroi de subvention exceptionnelle est envoyé pour information à la commune, à la province et à la Commission.

Le montant total de la subvention est liquidé dès la notification au maître de l'ouvrage de l'arrêté d'octroi de subvention. »

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 relatif au subventionnement des travaux de conservation des monuments classés est abrogé.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 relatif au subventionnement des travaux de conservation des monuments classés reste applicable aux demandes de subvention introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui sont relatives à des travaux de conservation qui ont fait l'objet d'un certificat de patrimoine au sens de l'article 109.

Art. 4. Le Ministre qui a le Patrimoine dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203312]

13 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wat betreft de toekenning van subsidies voor het uitvoeren van een instandhoudingsverrichting, voorafgaande onderzoeken en restauratiewerken op beschermde monumenten

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op de artikelen 187, 10°, 212, § 3, 213, lid 3, 214, 215 en 216 zoals vervangen bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot subsidiëring van werken voor de instandhouding van beschermde monumenten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 januari 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2014;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 mei 2013;

Gelet op het advies 54.025/4 van de Raad van State, gegeven op 14 oktober 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie van Monumenten, Landschappen en Opgravingen van 28 maart 2013;

Op de voordracht van de Minister van Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In Titel III van Boek V van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een hoofdstuk III/2 ingevoegd dat de artikelen 514 tot 514/21 bevat, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK III/2. — *Subsidies voor de uitvoering van een instandhoudingsverrichting, voorafgaande onderzoeken en restauratiewerken op beschermde monumenten*

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen

Art. 514. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

- 1° bouwheer; de eigenaar van het beschermd monument of de persoon die diens schriftelijke instemming bezit om het bouwheerschap op zich te nemen;
- 2° administratie: het Departement Erfgoed van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

Afdeling 2. — Algemene regels

Art. 514/1. Voor de beschermde monumenten en, in voorkomend geval, de monumenten die de beschermingsprocedure doorlopen of op de beschermingslijst staan, kent de Minister binnen de perken van de begrotingskredieten subsidies toe als de bouwheer zich ertoe verbindt zijn aandeel in de kostprijs van de instandhoudingsverrichting, de voorafgaande onderzoeken en de restauratiewerken op zich te nemen.

De bouwheer voegt de verbintenis dat hij het niet door de subsidie gedekte saldo op zich neemt, bij zijn subsidieaanvraagdossier.

De bouwheer mag de instandhoudingsverrichting, de voorafgaande onderzoeken en de restauratiewerken niet aanvatten voor kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie, op straffe van definitief verlies van het voordeel van die subsidie.

De subsidie wordt berekend op grond van het in aanmerking komend bedrag van de instandhoudingsverrichting, de voorafgaande onderzoeken en de restauratiewerken, verhoogd met het niet-terugvorderbaar aandeel in de btw.

De bouwheer moet het monument verzekeren tegen schade uit risico's zoals brand, blikseminslag, ontploffing, noodweer en moedwillige vernieling de dag zelf van indiening van de subsidieaanvraag tot aan het begin van de instandhoudingsverrichtingen of de restauratiewerken.

Afdeling 3. — Instandhoudingsverrichtingen

Art. 514/2. Voor de beschermde monumenten die de beschermingsprocedure doorlopen of op de beschermingslijst staan bedraagt het subsidiepercentage 80 percent van de kostprijs van de verrichtingen.

Het maximumbedrag van de kostprijs van de instandhoudingsverrichtingen is 22.000 euro, btw niet inbegrepen.

Voor de beschermde monumenten die de beschermingsprocedure doorlopen of op de beschermingslijst staan bedraagt het subsidiepercentage 100 percent, met een maximumbedrag van 10.000 euro btw inbegrepen, wanneer de kostprijs van de materialen, vervoer en uitvoeringsmiddelen inbegrepen, in overweging genomen worden die in verband staan met instandhoudingsverrichtingen uitgevoerd door de bouwheer of vrijwilligers met diens schriftelijke instemming of de technische diensten van een overheid als eigenaar.

Art. 514/3. Als gewone leden van het Comité voor de instandhouding van het erfgoed in de zin van artikel 214 worden aangewezen:

- 1° de vertegenwoordiger van de Minister;
- 2° twee leden van de Commissie;
- 3° de Directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie of diens vertegenwoordiger;
- 4° de gemachtigde ambtenaar of diens vertegenwoordiger;
- 5° de Directeur van de Directie Restauratie van het Departement Erfgoed van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie of diens vertegenwoordiger.

Een vertegenwoordiger van het « Institut du Patrimoine wallon » (Instituut voor het Waalse Erfgoed) woont de vergaderingen van het comité voor de instandhouding van erfgoed zonder beslissende stem bij wanneer de vergadering betrekking heeft op een goed opgenomen op één van de lijsten vermeld in artikel 218.

Art. 514/4. Onverminderd artikel 514/1 bevat het subsidieaanvraagdossier:

- 1° een aanvraag, opgesteld via het formulier vastgelegd door de Minister van Erfgoed, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en beschikbaar op het webportaal van de Waalse Overheidsdienst;
- 2° een omstandige omschrijving van de instandhoudingsverrichtingen;
- 3° een fotoreportage waarin het monument in zijn context geplaatst kan worden en de beschadigingen die de aanvraag verantwoordt duidelijk herkenbaar zijn;
- 4° een document waaruit blijkt dat de bouwheer eigenaar van het monument is of over diens schriftelijke instemming beschikt om het bouwheerschap op zich te nemen;
- 5° minstens drie aanvragen voor prijsoffertes gericht aan verschillende ondernemingen, behoudens indien dit wegens de technische specificiteit van de instandhoudingsverrichting onmogelijk is;
- 6° de offertes gekregen van de gecontacteerde ondernemingen en de keuze van de bouwheer;
- 7° in afwijking van 5° en 6°, wanneer het subsidiepercentage het percentage is voorzien in artikel 514/2, lid 3, een offerte voor levering van materialen, vervoer en uitvoeringsmiddelen;
- 8° in voorkomend geval, een verklaring van de btw-administratie betreffende de btw-plicht van de subsidieaanvrager en de mogelijkheid om de btw terug te vorderen;
- 9° een afschrift van de verzekeringspolis genomen door de bouwheer om de schade te dekken, die het monument zou kunnen ondergaan wegens risico's zoals brand, blikseminslag, ontploffingen, noodweer en moedwillige vernielingen.

De ontbrekende stukken worden in voorkomend geval door de administratie bij de bouwheer opgevraagd.

Wanneer de aanvrager de vereiste stukken heeft verstrekt, geeft de administratie een bericht van ontvangst van de aanvraag binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de ontvangst ervan.

De aanvraag wordt aan het instandhoudingscomité voorgelegd, dat over een termijn van dertig dagen beschikt om advies uit te brengen.

Het besluit tot toekenning van de subsidie wordt aan de bouwheer medegedeeld. Die kennisgeving bevat uitdrukkelijk de ingebrekestelling om de instandhoudingsverrichtingen in de zin van artikel 211, lid 2, aan te vatten en wordt ter informatie naar de gemeente en de Commissie gestuurd.

De bouwheer licht de administratie en de bouwheer over de datum van aanvang van de uitvoering van de instandhoudingsverrichting in, ten minste tien dagen voor die verrichting wordt aangevat.

Bij overmacht kan de bouwheer, als de instandhoudingsverrichtingen niet aangevat kunnen worden binnen de termijn bedoeld in artikel 211, lid 2, 2^o, voor verstrijken van de termijn, de administratie daarover inlichten en verzoeken dat de termijn met maximum zestig dagen verlengd wordt. De administratie geeft kennis van zijn beslissing binnen de tien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Art. 514/5. Een eerste schijf, overeenstemmend met 50 percent van het totaalbedrag van de subsidie, wordt vereffend zodra het besluit tot toekenning van de subsidie aan de bouwheer wordt medegedeeld.

Wanneer de instandhoudingsverrichtingen zijn uitgevoerd, verzoekt de bouwheer de administratie om dit na te kijken en maakt haar, in tweevoudig exemplaar, de facturen, de betalingsbewijzen, evenals een schuldvorderingsaangifte over.

Als er voorbehoud bestaat over de conformiteit van de instandhoudingsverrichtingen of als die verrichtingen niet conform zijn, licht de administratie de bouwheer daarover in.

De bouwheer beschikt over een termijn, vastgesteld door het bestuur, dat niet minder mag bedragen dan 180 dagen, om de verrichtingen te regulariseren, wat door de administratie gecontroleerd wordt.

De tweede schijf van de subsidie wordt vereffend zodra de administratie instemt met de conformiteit van de instandhoudingsverrichtingen.

De schijven worden aan de bouwheer uitbetaald.

Afdeling 4. — Voorafgaande onderzoeken

Art. 514/6. Voor de beschermde monumenten bedraagt het subsidiepercentage 80 percent van de kostprijs van de eventuele voorafgaande onderzoeken en, in voorkomend geval, de onderzoeken, daarin inbegrepen reinigings- of vrijmakingswerken nodig om het onderzoekswerk te verrichten.

Voor alle voorafgaande onderzoeken en de onderzoeken bedoeld in vorig lid is de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van toepassing op de privé-personen.

Art. 514/7. Onverminderd artikel 514/1 bevat het subsidieaanvraagdossier :

1^o een aanvraag, opgesteld via het formulier vastgelegd door de Minister van Erfgoed, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en beschikbaar op het webportaal van de Waalse Overheidsdienst;

2^o een afschrift van de goedgekeurde notulen van de vergadering van het begeleidingscomité dat de aard en de voorwaarden voor de uitvoering van het voorafgaand onderzoek bepaalt;

3^o een omstandige omschrijving van het voorafgaand onderzoek;

4^o een fotoreportage waarin het monument in zijn context geplaatst kan worden en het voorwerp van het voorafgaand onderzoek verduidelijkt wordt;

5^o de stukken vereist door de procedure die van toepassing is volgens de wet op de overheidsopdrachten;

6^o de offertes gekregen van de dienstverstrekkers en de keuze van de bouwheer;

7^o een document waaruit blijkt dat de bouwheer eigenaar van het monument is of over diens schriftelijke instemming beschikt om het bouwheerschap op zich te nemen;

8^o in voorkomend geval, een verklaring van de btw-administratie in verband met de btw-plicht van de subsidie-aanvrager en met de mogelijkheid tot terugvordering van de btw;

9^o een afschrift van de verzekeringspolis genomen door de bouwheer om de schade te dekken die het monument zou kunnen ondergaan wegens risico's zoals brand, bliksemnslag, ontploffingen, noodweer en moedwillige vernielingen.

In voorkomend geval worden de ontbrekende stukken door de administratie bij de bouwheer opgevraagd.

Wanneer de aanvrager de vereiste documenten heeft verstrekt, geeft de administratie een bericht van ontvangst van de aanvraag binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de ontvangst ervan.

Het besluit tot toekenning van de subsidie wordt aan de bouwheer medegedeeld.

Na ontvangst van de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie licht de bouwheer de leden van het begeleidingscomité minstens tien dagen voor aanvatten van de verrichting in over de datum van aanvang van de uitvoering van het voorafgaand onderzoek.

Art. 514/8. Een eerste schijf, overeenstemmend met 50 percent van het totaalbedrag van de subsidie, wordt vereffend zodra de administratie het afschrift van de kennisgeving, door de bouwheer, van de overheidsopdracht aan de begunstigde belast met de uitvoering van de voorafgaande onderzoeken in ontvangst heeft genomen.

Het saldo wordt vereffend zodra de voorafgaande onderzoeken door de administratie zijn goedgekeurd en de administratie het onderzoek zelf en, in tweevoud, het afschrift van de facturen, de betalingsbewijzen en een schuldvorderingsaangifte heeft ontvangen.

De schijven worden aan de bouwheer uitbetaald.

Afdeling 5. — Restauratiewerken

Art. 514/9. De eerste fiche in verband met de gezondheidstoestand van een beschermd monument in de zin van artikel 212, paragraaf 1, wordt door de administratie en op haar kosten opgesteld, overeenkomstig het model vastgesteld door de Regering. Zodra die fiche door de Minister of diens afgevaardigde is goedgekeurd, wordt daar door de administratie aan de eigenaar kennis van gegeven.

Art. 514/10. Voor de beschermde monumenten, de monumenten vallend onder artikel 208 uitgezonderd, bedraagt het subsidiepercentage 40 percent maximum van de kostprijs van de restauratiewerken in de zin van artikel 514/13.

Voor de beschermde monumenten die opgenomen zijn op de lijst van het uitzonderlijk erfgoed van het Waalse Gewest in de zin van artikel 196, leden 2 en 3, bedraagt het subsidiepercentage maximum 55 percent.

Als de eigenaar zijn verplichtingen nakomt overeenkomstig de fiche in verband met de gezondheidstoestand, goedgekeurd door de Minister of diens afgevaardigde, in de zin van artikel 212, paragraaf 1, worden de aanvankelijke percentages bedoeld in de leden 1 en 2 met 10 percent van de kostprijs van de in aanmerking komende werken verhoogd. Indien de eerste fiche in verband met de gezondheidstoestand nog niet door de administratie is medegedeeld, wordt het aanvankelijke percentage automatisch met 10 percent van de kostprijs van de in aanmerking komende werken verhoogd.

De subsidievoeten van 40 percent en 55 percent worden met 5 percent verhoogd van de kostprijs van de in aanmerking komende werken als de hoofdfunctie van het beschermd monument openbaar is of als de bouwheer de openstelling van zijn goed voor het publiek garandeert of verbetert, overeenkomstig een overeenkomst gesloten met de Minister op voorstel van de administratie.

De subsidievoeten van 40 percent en 55 percent worden met maximum 10 percent verhoogd van de kostprijs van de in aanmerking komende werken als het beschermd monument een opdracht van openbaar nut vervult, die bijdraagt tot de ontwikkeling van de streek via een culturele, toeristische of educatieve activiteit. De activiteit is gewoonlijk en past in het kader van een vijfjarenprogramma dat de overwogen culturele, toeristische of educatieve bepaalt en de goedkeuring krijgt van de Minister van Erfgoed na advies van de administratie.

Tegen dezelfde voorwaarden als die verwoord in lid 5 kunnen de maximumpercentages van 40 percent en van 55 percent met 15 percent van de in aanmerking komende werken worden verhoogd als de eigenaars van bedoelde goederen gemeenten of provincies zijn.

De verhogingen bedoeld in de leden 3, 4 en 5 of 6 kunnen worden samengevoegd.

Art. 514/11. Het kaderakkoord in de zin van artikel 216 omvat volgende gegevens :

1° de identiteit van elke partij;

2° de aard, het belang en de kostprijs van de restauratiewerken in de zin van artikel 514/13;

3° de geraamde duur van de uitvoering van de restauratiewerken;

4° de globale en jaarlijkse bijdrage van elke partij in de kostprijs van de restauratiewerken;

5° het tijdschema voor de uitvoering van de restauratiewerken;

Art. 514/12. Het minimumpercentage van de gemeentelijke en de provinciale bijdrage mag niet minder bedragen dan 1 percent en 4 percent van de in aanmerking komende werken.

De subsidie-aanvraag heeft zowel betrekking op de gewestelijke subsidie als op de gemeentelijke en respectievelijk provinciale subsidie. De bouwheer heeft de mogelijkheid om van de gemeente en de provincie waar het goed gelegen is om een verhoging van het percentage te verzoeken. In dat geval licht hij de administratie daarover in bij de indiening van zijn subsidie-aanvraag, met overmaking van een afschrift van de beraadslagingen en besluiten van de betrokken colleges.

Het besluit tot toekenning van de gewestelijke subsidie vermeldt het percentage van de gemeentelijke en, respectievelijk, provinciale tussenkomst of bevat als bijlage het individuele besluit tot toekenning van de gemeentelijke en, respectievelijk, provinciale subsidie.

De vereffening van de gemeentelijke en, respectievelijk, provinciale subsidie aan de bouwheer wordt door de gemeente en de provincie verricht bij voltooiing van de werken op grond van de eindafrekening, goedgekeurd door de administratie.

Art. 514/13. De subsidieerbare werken zijn:

1° de onderhoudswerken ander dan die vallend onder de instandhouding, met name de werken waarvan het totaalbedrag het bedrag van 22.000 euro, btw niet meegerekend, overschrijdt;;

2° de bescherming tegen noodweer, brand, ondergrondse waterbewegingen of elk ander natuurincident;

3° de voorlopige of dringende bescherming voor uitvoering van de definitieve werken;

4° de bescherming tegen vandalisme of diefstal van de elementen die het treffen van beschermingsmaatregelen verantwoord hebben;

5° de behandelingen tot vrijwaring, instandhouding, stabilisatie, herstel, consolidatie of restauratie van het monument, geheel of gedeeltelijk;

6° de vervanging van originele stukken van het monument die niet geconsolideerd of gestabiliseerd kunnen worden;

7° het vrijmaken en onderstrepen van archeologische elementen die de karakteristieken die de beschermingsmaatregelen verantwoord hebben, versterken;

8° het verwijderen van toevoegingen die de karakteristieken die de beschermingsmaatregelen verantwoord hebben, geweld aandoen;

9° bovengemiddelde voorzichtigheidsmaatregelen nodig voor de uitvoering van de restauratiewerken;

10° de ruwbouw om een nieuwe bestemming te geven aan het monument;

11° het in overweging nemen van de bijzondere weersomstandigheden nodig voor de instandhouding van de waardevolle onderdelen van het monument;

12° de voorwaarden voor de verbetering van de energieprestatie op voorwaarde dat ze verenigbaar zijn met de belangen die de bescherming van het monument verantwoord hebben.

De algemene onkosten, met daarin inbegrepen de kosten en het ereloon van de architect, worden gelijkgesteld met de werken vernoemd in lid 1. De algemene onkosten worden forfaitair berekend tegen 7 percent van het bedrag van de in aanmerking komende werken bedoeld in lid 1.

Art. 514/14. In afwijking van artikel 514/1, lid 2, kunnen de dringende bewarende handelingen en werken uitgevoerd worden zodra kennis is gegeven van de beslissing in de zin van artikel 513/2, lid 4. Zodra de dringende bewarende handelingen en werken aangevat worden, licht de bouwheer de administratie en de Minister daarover in.

Art. 514/15. Voor alle restauratiewerken in de zin van artikel 514/13 is de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van toepassing op de privé-personen.

Wat betreft de privé-personen, vindt de opening van de offertes plaats ten zetel en in aanwezigheid van de administratie. Van de opening van de offertes wordt een proces-verbaal opgesteld door de bouwheer.

Art. 514/16. In de tweehonderd tweeënzeventig dagen te rekenen van de kennisgeving van de vergunning in de zin van de artikelen 84, 88 of 89 of van de voltooiing van de voorafgaande verklaring in de zin van artikel 84, paragraaf 1, 14°, wordt de subsidie-aanvraag door de bouwheer ingediend na afloop van overheidsopdrachtprocedure.

Onverminderd artikel 514/1 bevat het subsidieaanvraagdossier :

1° in één enkel exemplaar :

a) een aanvraag, opgesteld via het formulier vastgelegd door de Minister van Erfgoed, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en beschikbaar op het webportaal van de Waalse Overheidsdienst;

b) een afschrift van de vergunning van de stukken waaruit de voltooiing van de procedure van de voorafgaande verklaring blijkt, w.o. de omschrijving van de werken;

c) de schriftelijke verbintenis van de bouwheer dat hij het saldo van de kostprijs van de restauratiewerken die niet onder de subsidie vallen, voor eigen rekening neemt, gedagtekend en ondertekend;

c) een afschrift van de verzekeringspolis genomen door de bouwheer om de schade te dekken die het monument zou kunnen ondergaan wegens risico's zoals brand, blikseminslag, ontploffingen, weersomstandigheden en moedwillige vernielingen;

e) in voorkomend geval, het veiligheids- en gezondheidsplan;

f) de niet in aanmerking genomen offertes;

g) een afschrift van het bijzonder bestek;

2° in viervoudig exemplaar :

a) een afschrift van de in aanmerking genomen offerte;

b) in voorkomend geval, een afschrift van de aankondiging van de opdracht;

c) in voorkomend geval, een afschrift van het proces-verbaal van opening van de offertes;

d) bij onderhandelde procedure, een afschrift van het bewijs van adviesinwinning bij minstens drie ondernemingen;

e) het verslag van onderzoek van de offertes door de architect-projectontwerper, gedagtekend en ondertekend;

f) de instemming van de bouwheer met de keuze van de begunstigde onderneming, gedagtekend en ondertekend.

In voorkomend geval worden de ontbrekende stukken door de administratie bij de bouwheer opgevraagd.

Wanneer de aanvrager de vereiste documenten heeft verstrekt, geeft de administratie een bericht van ontvangst van de aanvraag binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de ontvangst ervan.

Art. 514/17. Het voorstel van subsidiebesluit wordt, in voorkomend geval samen met de toelating om de dringende bewaarde handelingen en werken bedoeld in artikel 514/14, door de administratie voorgelegd aan de Minister onmiddellijk na ontvangst van het gunstig advies van de Inspectie van Financiën.

Het besluit tot toekenning van de subsidie wordt aan de bouwheer medegedeeld. Die kennisgeving houdt uitdrukkelijk de ingebrekestelling in om de uitvoering van de restauratiewerken in de zin van artikel 211, lid 2, aan te vatten. Wanneer de bouwheer artikel 211, lid 2, 4°, niet nageleefd heeft, wordt het saldo van de subsidie niet vereffend en gaat de administratie over tot de terugvordering van de eerste schijf van de subsidie.

Een afschrift van het besluit tot toekenning van de subsidie wordt ter informatie aan de gemeente, aan de gemachtigde ambtenaar, aan de provincie en aan de Commissie, evenals aan het "Institut du Patrimoine wallon" gericht indien het een goed betreft opgenomen op één van de lijst bedoeld in artikel 218 van het Wetboek.

Art. 514/18. De bouwheer licht de administratie, de gemeente en de provincie minstens twintig dagen op voorhand in over de datum van aanvang van de restauratiewerken. De administratie licht de Commissie in.

De bouwheer licht de administratie in over de planning van de werken en van alle daarin aangebrachte wijzigingen.

De bouwheer nodigt de administratie uit om deel te nemen aan de werfvergaderingen en overlegt alle notulen van vergaderingen. De administratie verzoekt de Commissie de werfvergaderingen bij te wonen.

Naar gelang de werken vorderen, maakt de bouwheer de eventuele aanhangsels bij de werken, gesloten met de onderneming belast met de opdracht, evenals de vorderingsstaten, aan de administratie over.

Art. 514/19. Een eerste schijf, overeenstemmend met 20 percent van het totaalbedrag van de subsidie, wordt vereffend zodra de administratie het afschrift van de kennisgeving, door de bouwheer, van de overheidsopdracht aan de begunstigde belast met de uitvoering van de voorafgaande onderzoeken.

Een tweede schijf, overeenstemmend met 50 percent van het totaalbedrag van de subsidie, wordt vereffend zodra de administratie de betalingsbewijzen van de bouwheer voor meer dan 50 percent van de totale kostprijs van de in aanmerking komende werken heeft ontvangen. De bouwheer voegt de betalingsbewijzen, de dienovereenkomstige facturen en de vorderingsstaten, samen met een schuldvorderingsaangifte, in tweevoud, bij zijn aanvraag.

Wanneer de restauratiewerken zijn uitgevoerd, vindt een voorlopige oplevering plaats waarvoor de bouwheer de administratie uitnodigt, waarbij laatstgenoemde de werken nakijkt. Ten gevolge van de voorlopige oplevering maakt de bouwheer de betalingsbewijzen, de dienovereenkomstige facturen en een schuldvorderingsaangifte in tweevoud aan de administratie over.

Als er voorbehoud bestaat bij de conformiteit van de restauratiewerken of als die werken niet conform zijn, licht de administratie de bouwheer daarover in. Te rekenen van de ontvangst van die informatie beschikt de bouwheer over een termijn, vastgesteld door het bestuur, dat niet minder mag bedragen dan 180 dagen, om een regulariserende stedenbouwkundige vergunning aan te vragen of om de werken te regulariseren. De administratie controleert de regularisatie van d werken.

De administratie kan te allen tijde een controle uitoefenen over de geldigheid van de vorderingsstaten, de facturen en de restauratietechnieken uitgevoerd door de ondernemingen.

Het saldo wordt na de voorlopige oplevering vereffend.

De schijven worden aan de bouwheer uitbetaald.

Art. 514/20. De bouwheer meldt elk schadegeval aan de administratie de schadevergoeding, betaald door de verzekering, aan de restauratie van het beschermd monument. Als de schadevergoeding van de verzekering de gezamenlijke kosten van de restauratiewerken niet dekt, kan een subsidie aangevraagd worden die berekend wordt op het niet onder de schadevergoeding vallend deel.

Art. 514/21. Na afloop van de uitvoering van de restauratiewerken kan de bouwheer om de toekenning van een buitengewone subsidie verzoeken wanneer de werf aanleiding heeft gegeven tot bijkomende, tijdens de subsidieaanvraag niet te voorziene kosten die onontbeerlijk zijn voor de voortzetting van de werken of de vrijwaring van de belangen die de beslissing tot bescherming van het monument verantwoord hebben.

Onverminderd artikel 514/1 bevat het buitengewone subsidieaanvraagdossier in één exemplaar:

- 1° een aanvraag, opgesteld via het formulier vastgelegd door de Minister van Erfgoed, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en beschikbaar op het webportaal van de Waalse Overheidsdienst;
- 2° de juiste omschrijving van de werken van het aanhangsel;
- 3° een afschrift van de facturen van de begunstigde onderneming;
- 4° de stukken waaruit de overzending van de aanhangsels en de vorderingsstaten in de zin van artikel 514/18, lid 4, blijkt;
- 5° een verslag van de projectontwerper over het niet te voorzien en onontbeerlijke karakter van de werken die tot een verhoging van de kosten aanleiding gaven.

De artikelen 514/13 en 514/20 zijn eveneens van toepassing.

De hoogte van de bijkomende kosten die in overweging worden genomen wordt beperkt tot 25 percent van de kostprijs van de bij de aanvankelijke opdracht in aanmerking genomen kosten.

Het buitengewone subsidiepercentage op het bedrag van de bijkomende werken bedraagt maximum 40 percent van de bijkomende kostprijs van de in aanmerking komende kosten in de zin van artikel 514/13 en lid 4, zonder het percentage van de basissubsidie te mogen overschrijden.

Het voorstel van buitengewoon subsidiebesluit wordt door de administratie aan de Minister voorgelegd zodra het gunstig advies van de Inspectie van Financiën is verkregen.

Het besluit tot toekenning van de buitengewone subsidie wordt aan de bouwheer medegedeeld.

Het besluit tot toekenning van de buitengewone subsidie wordt voor informatie gestuurd aan de gemeente, aan de provincie en aan de Commissie.

Het totaalbedrag van de subsidie wordt vereffend zodra de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie aan de bouwheer is verricht.”

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot subsidiëring van werken voor de instandhouding van beschermde monumenten wordt opgeheven.

Art. 3. Het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot subsidiëring van werken voor de instandhouding van beschermde monumenten blijft van toepassing op de subsidieaanvragen ingediend voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit met betrekking tot de instandhoudingswerken waarvoor een erfgoedcertificaat in de zin van artikel 109 is verstrekt.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Erfgoed is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203506]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune relativement à l'hectare admissible aux aides agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, les articles 28, 30 et 38;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.29, D.31, D.61, § 2 et D.242;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue les 17 et 22 avril 2014 et approuvée le 2 mai 2014;

Vu l'avis n° 2014/000953 du 9 avril 2014 de la cellule autonome d'avis en développement durable;

Vu l'urgence motivée par le fait que suite aux conclusions définitives de l'audit surface de 2013 qui ont été transmises le 25 mars 2014, les dérogations d'inéligibilité accordées aux zones à statut particulier déclarées par les agriculteurs sous le code 613, ont été retirées dans le LPIS et donc du paiement pour les aides du 1^{er} pilier, avec pour conséquences, que ces parcelles agricoles n'ont pas fait l'objet des paiements des aides en octobre et décembre 2013;

Que ce sont les exploitations fortement engagées dans la gestion de surfaces naturelles qui sont le plus impactées par cette mesure;

Que le paiement de ces aides ne pourra se faire que lorsque les nouveaux critères d'admissibilité des surfaces déclarées auront été fixés;

Vu l'urgence également motivée par la nécessité de présenter les nouvelles règles d'admissibilité des surfaces agricoles au 1^{er} pilier de la PAC, qui se doivent d'être officialisées et connues sans ambiguïté par les agriculteurs pour la campagne 2014 et avant le 30 mai 2014, étant donné qu'au delà de cette date, le demandeur des aides n'a plus la possibilité de modifier sa déclaration de superficie rentrée à l'administration;

Vu l'urgence également motivée par la nécessité de permettre la légalité de l'introduction des déclarations de superficie par voie électronique qui ont été rentrées en 2014 par certains agriculteurs et de prévoir les dispositions qui encadrent ce mode de transmission;

Vu l'avis 56.242/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003;